

COMPARAISON CHIFFRÉE DES PLATEFORMES ÉLECTORALES¹

François Pétry

Le discours politique est un aspect primordial de l'activité publique, au même titre que les ressources financières (budgets), humaines (emplois publics) ou juridiques (lois) que les gouvernements mettent en œuvre pour arriver à leurs fins. L'analyse de la ressource « discours » est donc incontournable dans tout effort de dresser le bilan des réalisations d'un gouvernement. L'analyse du discours des plateformes électorales est doublement importante parce qu'elle permet d'évaluer si les réalisations d'un gouvernement remplissent bien les promesses qui ont été faites aux électeurs. Cette question sera examinée dans le chapitre de François Pétry et Benoît Collette sur la réalisation des engagements. Dans le présent chapitre, nous proposons simplement d'étudier de façon quantitative le positionnement des trois partis politiques représentés à l'Assemblée nationale depuis 1994, soit le Parti libéral du Québec (PLQ), le Parti québécois (PQ) et l'Action démocratique du Québec (ADQ). Comment le PLQ se positionne-t-il par rapport aux partis d'opposition (et par rapport à lui-même) dans l'espace partisan ? Y a-t-il eu déplacement des positions respectives du PLQ et des autres partis de 1993 à 2003 ? Dans quelle direction ? Voilà le type de questions auxquelles nous allons chercher à répondre dans ce chapitre.

La question du positionnement des partis politiques dans l'espace idéologique a donné lieu à une importante littérature scientifique. Le principal débat théorique met aux prises deux conceptions de la façon dont les partis s'affrontent aux élections. Selon le modèle économique d'Anthony Downs (1957), les partis politiques, par analogie avec les firmes privées cherchant à maximiser leurs ventes, se soucient avant tout de maximiser leurs votes aux élections. Pour ce faire, ils vont présenter des plateformes électorales très semblables les unes aux autres parce qu'elles convergent vers l'électeur médian, quitte à trahir les préférences idéologiques des militants de chaque parti. À la différence du modèle de Downs, le modèle du mandat (Budge et Hofferbert 1990 ; Hofferbert et Budge 1992 ; Klingemann *et al.* 1994) postule que les plateformes des partis divergent parce qu'elles traduisent justement les préférences idéologiques des militants, préférences qui, par définition, varient par rapport à l'électeur médian (sinon les militants n'auraient pas de raison d'exister).

Sur le plan empirique c'est la prédiction que les partis divergent qui semble le mieux correspondre à l'évidence en général (Budge *et al.* 1987) et plus particulièrement au Québec (Landry 1991 ; Pétry et Landry 2001). Cela n'est pas surprenant si l'on tient compte du fait que la construction des plateformes des partis politiques est avant tout affaire de militants. Les militants

1. L'auteur tient à remercier Benoît Collette et Yannick Vachon de leur assistance efficace dans la collecte et l'analyse des données ici présentées.

qui siègent à la Commission politique du PLQ, organisme chargé d'élaborer le programme du parti, sont intéressés par la réalisation d'objectifs idéologiques beaucoup plus que par des considérations électoralistes². Il en va de même des militants du conseil national du PQ, connus pour leur attachement à des objectifs idéologiques parfois peu conciliables avec les réalités politiques du moment. On s'attend donc à ce qu'une certaine distance idéologique sépare les plateformes des partis politiques au Québec. Cela étant dit, il est possible et même vraisemblable que le positionnement des plateformes des partis l'une par rapport à l'autre ait changé au rythme de l'évolution récente du système des partis au Québec.

Un bref rappel de cette évolution s'impose. Les historiens et les politologues sont d'accord pour faire correspondre le début de la phase actuelle du système des partis au Québec avec le réalignement électoral de 1970, lorsque l'Union nationale essuya une cuisante défaite face au PLQ dont elle ne se remit jamais (Lemieux *et al.* 1970 ; Pinard 1973). L'élection de 1970 fut la première d'une série de trois élections critiques culminant en 1976 avec la victoire du PQ. L'élection de 1981 signale la fin de la période critique et le début de la phase mature du nouvel alignement bipartisan entre le PLQ et le PQ, alignement durable qui se poursuit encore à l'heure actuelle (Ouellet 1989 ; Pétry et Landry 2001).

Un des aspects du réalignement des années 1970 a été le renouvellement des enjeux politiques et la création de nouveaux clivages durables. Le PQ et le PLQ ont participé à des degrés divers à ce processus créatif en introduisant auprès des électeurs de nouveaux enjeux, tels que l'intervention accrue du gouvernement dans l'État providence, le développement économique et le nouveau nationalisme. Le positionnement du PLQ sur ces enjeux se démarquait très sensiblement de celui du PQ durant les années 1970. On a toutefois assisté à un phénomène de maturation des clivages entre les deux partis durant les années 1980 et 1990. Les clivages nouvellement introduits par le PQ dans les années 1970 en sont venus à dominer l'agenda partisan qui s'est quelque peu figé dans les années 1990. L'environnement politique du Québec est devenu moins favorable à la création de nouveaux enjeux, tant et si bien qu'un certain rapprochement (très relatif il est vrai) s'est opéré entre le PLQ et le PQ de 1976 à 1998 (Pétry 2002). Une première question de recherche sera donc de savoir si la tendance au rapprochement entre le PLQ et le PQ s'est confirmée aux élections de 2003. Contrairement aux travaux précédents sur le positionnement des partis au Québec, la présente étude examine aussi les plateformes de l'Action démocratique du Québec (ADQ). Une deuxième question de recherche est donc de savoir comment l'ADQ se positionne par rapport aux deux autres partis et si le positionnement de l'ADQ a évolué de 1994 (première élection où l'ADQ fut présente) à 2003.

2. Entrevue du 24 août 2005 avec la permanente de la Commission politique du Parti libéral du Québec.

Méthodologie

Deux méthodes principales d'estimation du positionnement des plateformes électorales peuvent être envisagées. Une première méthode que nous avons utilisée pour analyser les plateformes du PLQ et du PQ dans nos travaux antérieurs (Pétry 2002 ; Pétry et Landry 2001) consiste à étudier comment la substance des engagements varie d'un parti à l'autre ou d'une élection à l'autre. Cette méthode permet de comparer le contenu substantiel des engagements et des réalisations. Elle est donc fort utile lorsqu'on cherche à évaluer jusqu'où un gouvernement a rempli ses promesses électorales (voir le chapitre de François Pétry et Benoît Collette). Mais elle a aussi ses défauts, en particulier la subjectivité associée à la détermination du contenu des engagements et des réalisations qui est, il faut bien le dire, parfois ambigu. C'est pourquoi nous lui préférons une autre méthode qui consiste non pas à évaluer la substance des engagements, mais plutôt à mesurer les fréquences d'accentuation de certains thèmes dans les plateformes des partis. La méthode choisie s'inspire directement de l'approche utilisée depuis plus de vingt ans par les experts du *Comparative Manifesto Project* (CMP)³.

Le système de mesure du CMP est organisé autour de 56 catégories substantives préétablies, elles-mêmes regroupées en sept grands domaines. Le codage des plateformes consiste à reporter chaque phrase qu'elles contiennent dans une et une seule catégorie. Une catégorie résiduelle est réservée aux phrases impossibles à placer dans une catégorie substantive. Une phrase demeure non codée soit parce qu'elle soulève un enjeu qui n'est pas lié aux politiques publiques (allusion à la faiblesse de l'opposant par exemple), soit parce que l'engagement est trop vague (par exemple : nous ferons tout notre possible pour moderniser le Québec).

La méthode de codage des plateformes des partis au Québec est la même que celle qui est suivie par les experts du CMP (voir Volkens 2002). Après une formation donnée par l'auteur, deux assistants ont codé séparément un échantillon d'engagements de plateformes et ont rempli une fiche à partir de laquelle l'auteur a évalué la fiabilité du codage initial. Les déviations avec le codage « correct » (que seul l'auteur connaissait) ont été identifiées et, après délibération collective sous la direction de l'auteur, les assistants ont procédé à autant de codages successifs qu'il a été nécessaire pour arriver à une corrélation quasi parfaite avec la solution correcte.

3. Le CMP fournit aux chercheurs intéressés des estimations cohérentes et donc comparables dans l'espace et dans le temps du positionnement des principaux partis politiques sur les échiquiers politiques d'une trentaine de démocraties depuis la Seconde Guerre mondiale. Les données et les estimations chiffrées du positionnement des partis politiques québécois et canadiens sont accessibles sur le site du Centre d'analyse des politiques publiques [www.capp.ulaval.ca]. Les chercheurs qui utilisent ces données aux fins de publications sont invités à citer la source suivante : François Pétry, Canada & Quebec Electronic Manifesto Project, Centre d'analyse des politiques publiques, Université Laval. Le CQEMP remercie le FQRSC et le CRSH de leur appui financier.

Comment les résultats du codage façon CMP se comparent-ils avec les résultats obtenus par d'autres méthodes, l'appel au jugement des experts en particulier (Huber et Inglehart 1995) ? Les études menées par des chercheurs indépendants concluent que les données du CMP ont une validité et une fiabilité supérieures aux données obtenues par voie d'enquête auprès d'experts (McDonald et Mendes 2001). Un avantage de la méthode CMP par rapport au jugement des experts est qu'elle permet de produire des données qui sont comparables dans le temps alors que les enquêtes auprès d'experts ne le permettent pas. La méthode CMP a par ailleurs été critiquée parce qu'on n'est jamais certain que les mouvements des partis dans le temps sont bien dus à des changements réels dans leur positionnement et pas à des inconsistances dans le codage en raison du ou à la suite du remplacement d'anciens codeurs par des nouveaux. Un codage entièrement automatique utilisant l'ordinateur serait bien sûr plus fiable (Laver *et al.* 2003). Toutefois, la technique de codage par ordinateur, bien que prometteuse, n'offre encore qu'un choix très limité de mesures de positionnement. Quoiqu'il en soit, nous pensons que les résultats d'analyse qui sont reportés dans ce chapitre sont fiables parce qu'ils sont issus de données codées par la même équipe d'assistants sous la direction de l'auteur, dans un laps de temps restreint (3 mois).

La méthode de codage du CMP postule que les partis politiques n'offrent pas des options opposées sur les mêmes enjeux (une augmentation versus une diminution du budget de la recherche par exemple). Chaque parti accentue plutôt certains enjeux dont il a la « propriété » exclusive, laissant à l'autre parti le soin d'accentuer d'autres enjeux dont il a la propriété (un parti accentue le besoin en recherche alors que l'autre accentue le besoin en protection sociale par exemple). Les partis évitent donc la confrontation directe entre des positions opposées sur chaque enjeu. Ils préfèrent ce qu'il est convenu d'appeler l'« accentuation sélective » d'enjeux différents d'un parti à l'autre. La méthode CMP consiste donc à analyser la distance qui sépare les partis sur la base du relief (*saliency*) relatif dans chaque plateforme de catégories prédéterminées (56 au total divisées en 7 domaines). Plus précisément, la distance entre partis est calculée en corrélant les pourcentages consacrés par les plateformes à chaque catégorie. Moins la corrélation entre deux plateformes est forte, plus grande est la distance qui les sépare. À la limite, deux partis accentuant chacun des catégories qui ne sont pas évoquées par l'autre sont à une distance maximale l'un par rapport à l'autre. À l'inverse, plus la corrélation entre les catégories accentuées par deux partis est élevée, moins il y a de distance entre eux. Autre détail important : la méthode CMP de l'accentuation sélective utilise la phrase (ou la quasi-phrase) dans chaque plateforme comme unité de codage, plutôt que la substance des engagements.

L'approche par l'accentuation sélective postule que les partis politiques qui s'affrontent lors d'une élection se différencient seulement par l'importance relative qu'ils accordent chacun à un ensemble d'enjeux à un moment donné. Ils se contentent donc de dire beaucoup de choses positives sur les enjeux qu'ils jugent importants et ignorent purement et simplement les autres enjeux dans leurs plateformes. La méthode ne laisse donc pas de place à l'éventualité qu'un

parti puisse insister de façon négative sur une position liée à un enjeu qui lui déplaît alors qu'un autre parti insiste de façon positive sur ce même enjeu, ce qui constitue une limite évidente. Pour contourner cette limite, les experts du CMP ont ajouté un certain nombre de catégories dites bipolaires qui introduisent les deux côtés d'un enjeu (approbation et désapprobation ; pour et contre ; plus et moins) en supplément des catégories normales qui ne permettent que la mention d'approbation d'un enjeu. Cependant, si l'approche de l'accentuation sélective modèlè correctement la compétition que les partis politiques se font dans leurs plateformes, alors la distribution des catégories de codage qui émerge de l'analyse devrait privilégier les catégories unipolaires et le côté positif des catégories bipolaires aux dépens des catégories bipolaires qui devraient être l'exception. Si l'approche par l'accentuation sélective est correcte, nous devrions également observer que les partis évitent la confrontation directe, autrement dit, les plateformes d'un parti X devraient accentuer davantage certaines catégories qui sont moins présentes dans les plateformes d'un parti Y. Une partie des enjeux présentés à chaque élection devrait donc être associée à chaque parti en exclusivité.

Tableau 5.1 – Distribution des observations

	Codée	Non codée	Codée + non codée
PLQ 2003	158	12	170
PLQ 1998	169	9	178
PLQ 1994	250	24	274
Total PLQ	577	45	622
PQ 2003	333	26	359
PQ 1998	407	26	433
PQ 1994	308	12	320
Total PQ	1048	64	1112
ADQ 2003	430	65	495
ADQ 1998	135	6	141
ADQ 1994	213	44	257
Total ADQ	778	115	893
Total général	2403	224	2627

Les données qui sont analysées dans ce chapitre proviennent des engagements contenus dans les plateformes des partis aux trois dernières élections (PLQ 1994, 1998, 2003 ; PQ 1994, 1998, 2003 ; ADQ 1994, 1998, 2003). Nous avons recueilli un total de 2627 observations sur trois élections, soit 292 observations par parti à chaque élection en moyenne. En soustrayant 224 observations non codées de ce total, on obtient 2403 phrases ou quasi-phrases correspondant chacune à un engagement électoral. Le détail de la répartition des observations est donné au tableau 5.1. On constate que la fréquence des

observations non codées est un peu inférieure à 10 %, ce qui est très comparable à la moyenne des non codées dans les travaux antérieurs menés par les experts du CMP. Deuxième constatation, le PQ propose un nombre sensiblement plus élevé de promesses (1048) que l'ADQ (778) et surtout le PLQ (577). Étant donné que le nombre d'observations varie d'une plateforme à l'autre, nous allons standardiser leurs mesures en utilisant les pourcentages plutôt que les valeurs absolues dans les analyses qui suivent.

Estimation du positionnement du PLQ, du PQ et de l'ADQ

Les plateformes du PLQ, du PQ et de l'ADQ aux élections de 1994, de 1998 et de 2003 ont été codées en utilisant les critères usuels suivants : tout d'abord associer chaque phrase d'un document à une catégorie ; éliminer les catégories qui sont mentionnées moins de 1 % en moyenne dans l'ensemble et dans chaque plateforme ; faire ensuite l'analyse descriptive de la distribution des catégories restantes ; puis procéder à une analyse corrélacionnelle pour identifier les catégories fortement corrélées entre elles et utiliser seulement ces dernières catégories comme variables d'input d'une analyse factorielle destinée à identifier les dimensions sous-jacentes qui caractérisent la compétition entre les partis au Québec ; enfin, utiliser les scores obtenus dans l'analyse factorielle pour calculer et illustrer le positionnement des plateformes le long de ces dimensions.

Le système de codage CMP a été conçu pour des pays souverains d'Europe, pas pour un État fédéré d'Amérique du Nord. Il n'est donc pas surprenant qu'il ne soit pas entièrement adapté aux plateformes des partis au Québec. Certaines des 56 catégories originales se sont révélées inutiles dans le cas québécois parce qu'elles couvrent des thèmes inconnus (ou en tout cas pas portés à l'agenda partisan) au Québec. C'est le cas par exemple de la planification économique ou des nationalisations qui sont inconnues ou très rarement évoquées de ce côté-ci de l'Atlantique. C'est aussi et surtout le cas des catégories réservées par le système de codage original du CMP au domaine des relations extérieures. Sans vouloir aucunement remettre en question le fait que le Québec ait une politique étrangère qui lui est propre (comme le souligne Nelson Michaud dans son chapitre sur les relations internationales), il se trouve que les plateformes du PLQ, du PQ et de l'ADQ font très peu allusion aux relations extérieures. Aucune des catégories de ce domaine ne remplit les critères d'inclusion dans l'analyse. Par ailleurs, deux catégories spéciales ont été créées pour permettre de coder deux thèmes particuliers au Québec qui ne font pas partie du système de codage original : les rapports avec le gouvernement fédéral et la protection de la langue française.

Les 24 catégories restantes après élimination du « bruit de fond » attribuable aux catégories peu fréquentes sont reportées au tableau 5.2. Il s'agit des mêmes définitions que celles qui sont contenues dans le manuel de codage du CMP (Voir Volkens 2002 pour leur définition). Les catégories exclues sont reportées au bas du tableau. On remarque que de nombreuses catégories exclues

sont des catégories bipolaires (leur côté négatif en particulier). Cela semble confirmer notre hypothèse selon laquelle les partis accentuent très peu le côté négatif des enjeux dans leurs plateformes. Autrement dit, le codage des plateformes des partis politiques au Québec reflète bien le phénomène d'accentuation sélective.

À la lecture de la colonne de droite du tableau 5.2 (fréquences totales) on s'aperçoit que les plateformes des partis prises dans leur ensemble mettent avant tout l'accent sur les domaines de l'économie (32,1 %), du bien-être social (25,2 %) et du gouvernement (23,6 %). Viennent ensuite, par ordre décroissant d'importance, les groupes sociaux (10,0 %), le tissu social (5,2 %) et les libertés et la démocratie (3,2 %). Voici, en comparaison, l'importance relative donnée à chaque domaine par l'ensemble des partis politiques français de 1958 à 2002 (Pétry et Pennings 2006) : économie (22 %), bien-être social (21 %), groupes sociaux (12,5 %), libertés et démocratie (12 %), relations extérieures (10,5 %), tissu social (7,5 %) et gouvernement (6 %).

Tableau 5.2 – Fréquences des catégories (24 catégories)

	PLQ	PQ	ADQ	Total
<i>Liberté et démocratie</i>	0,9	0,6	10,1	3,9
Démocratie	0,1	0,1	2,5	0,9
Droits et libertés	0,8	0,5	<u>7,7</u>	3,0
<i>Politique et gouvernement</i>	22,4	22,4	25,1	23,6
Décentralisation	7,2	3,2	7,2	5,9
Gouvernement efficace	<u>10,2</u>	4,2	<u>11,7</u>	8,7
Rapports avec le fédéral	5,0	<u>15,0</u>	6,2	9,0
<i>Économie</i>	33,1	26,4	30,0	32,1
Libre entreprise	2,8	0,8	<u>7,6</u>	3,8
Incitatifs économiques	<u>10,8</u>	<u>7,6</u>	<u>9,2</u>	9,2
Réglementation du marché	1,4	0,2	1,0	0,9
Libre-échange	1,5	1,9	2,3	1,9
Objectifs macroéconomiques	1,5	3,1	0,9	1,8
Productivité	1,8	1,2	0,9	1,5
Infrastructures et technologie	<u>12,2</u>	<u>9,3</u>	<u>8,2</u>	9,9
Orthodoxie financière	1,1	2,3	5,9	3,1
<i>Bien-être et qualité de vie</i>	29,4	31,0	14,1	25,2
Environnement	3,5	3,1	5,5	4,1
Culture	1,1	5,7	1,2	2,7
Justice sociale	2,7	2,5	0,5	1,9
Services sociaux	9,9	<u>11,1</u>	2,0	7,8
Plus d'éducation	<u>12,2</u>	<u>8,6</u>	5,1	8,7

<i>Tissu social</i>	5,4	9,2	4,1	5,2
Loi et ordre	0,3	2,8	3,6	1,1
Multiculturalisme	3,8	2,7	0,2	2,3
Protection de la langue française	1,3	3,7	0,3	1,8
<i>Groupes sociaux</i>	9,0	10,2	10,8	10,0
Cols bleus	0,2	1,0	0,1	0,4
Agriculteurs et pêcheurs	3,1	1,9	4,1	3,1
Professionnels	0,2	0,5	1,0	0,3
Classes démunies	1,0	1,4	0,4	1,0
Groupes démographiques	4,5	5,4	5,2	5,5

Catégories CMP exclues : 10 catégories dans le domaine des relations extérieures ; constitutionnalisme positif ; constitutionnalisme négatif ; décentralisation négative ; corruption politique ; autorité politique ; planification économique ; corporatisme ; protectionnisme ; contrôles économiques ; nationalisation ; services sociaux négatifs ; éducation négative ; style de vie positif ; style de vie négatif ; moralité traditionnelle positive ; moralité traditionnelle négative ; harmonie sociale ; multiculturalisme négatif ; cols bleus négatifs.

Notes : Les cinq moyennes les plus élevées sont soulignées dans chaque colonne. Seules 22 catégories CMP originales ont été retenues. Les rapports avec le fédéral et la protection de la langue française ont été ajoutés à la liste originale pour mieux rendre compte de la situation québécoise.

Le tableau 5.2 montre aussi les fréquences moyennes de mention des catégories par le PLQ, le PQ et l'ADQ aux trois dernières élections. Les cinq moyennes les plus élevées sont soulignées pour chaque parti dans le tableau. On voit immédiatement que les catégories que le PLQ et le PQ accentuent très fortement sont les mêmes à une différence près. Le PLQ et le PQ donnent tous les deux la priorité aux incitatifs économiques, aux infrastructures et à la technologie, aux services sociaux et à l'éducation. La seule différence est que le PLQ accentue plus l'efficacité gouvernementale que le PQ qui lui accentue beaucoup les rapports avec le palier fédéral, alors que le PLQ choisit, naturellement, d'ignorer ce thème. L'ADQ quant à elle se distingue un peu plus nettement dans l'importance relative des catégories qu'elle accentue. Elle partage deux thèmes avec le PLQ et le PQ (incitatifs économiques et infrastructures et technologie) et un thème seulement avec le PLQ (efficacité gouvernementale). L'ADQ accorde par ailleurs beaucoup d'importance aux droits et libertés et à la libre entreprise, deux thèmes d'importance mineure dans les plateformes du PLQ et du PQ.

On constate aussi que certaines catégories moins fréquemment mentionnées font quand même l'objet d'accentuation sélective par un seul parti. Il s'agit plus particulièrement des thèmes de la démocratie et de l'orthodoxie économique, sensiblement plus fréquents dans les plateformes de l'ADQ, et de la culture et de la défense de la langue française, qu'on trouve beaucoup plus souvent dans les plateformes du PQ. À l'opposé, le thème de la décentralisation est sensiblement moins fréquent dans les plateformes du PQ que dans celles du PLQ et de l'ADQ, alors que les thèmes de la justice sociale, des services

sociaux, de l'éducation, du multiculturalisme et de la défense de la langue française sont beaucoup moins présents dans les plateformes de l'ADQ que dans celles du PLQ et du PQ. En somme, il semble qu'il y ait effectivement une grande part d'accentuation sélective dans les plateformes récentes des partis politiques du Québec. Les partis préfèrent accentuer le côté positif d'enjeux particuliers plutôt que de s'aligner pour ou contre des enjeux communs. Il faut toutefois apporter une grosse nuance à ce diagnostic. L'accentuation sélective est avant tout le fait de l'ADQ, surtout par rapport au PQ. Les plateformes du PLQ et du PQ sont assez similaires en somme, du fait qu'elles accentuent et désaccentuent souvent les mêmes thèmes.

Les fréquences du tableau 5.2 livrent une première information sur les thèmes qui sont articulés dans les plateformes des partis politiques du Québec. Mais cette information est trop descriptive pour permettre d'en tirer des implications intéressantes et utiles. Il serait particulièrement intéressant d'évaluer dans quelle mesure les catégories de codage corréler les unes avec les autres. Comme nous l'avons vu, le PLQ, le PQ et l'ADQ accentuent à peu près autant les thèmes infrastructures et technologie et incitatifs économiques. Cela signifie-t-il que ces deux thèmes font partie d'une même dimension idéologique autour de laquelle se rassemblent les partis ? À l'inverse, lorsqu'on constate que le PQ accentue la défense de la langue française plus que les deux autres partis, est-ce que cela signifie que ce thème fait partie d'une dimension sous-jacente sur laquelle le PQ s'oppose aux autres partis ?

Tableau 5.3 – Grappes corrélationnelles (13 catégories)

Grappe 1	Grappe 2	Grappe 3
Démocratie	Décentralisation	Justice sociale
Droits et libertés	Efficacité	Services sociaux
Libre entreprise	Rapport avec le fédéral	Éducation
Orthodoxie économique	Productivité	Langue française
	Loi et ordre	

Pour répondre à ces questions, nous avons procédé à une première analyse corrélacionnelle de façon à identifier et à ne retenir ensuite que les catégories qui sont fortement corrélées, notre critère de sélection étant la présence d'au moins trois coefficients de corrélation $> 0,70$. L'analyse corrélacionnelle permet d'identifier 13 catégories qui remplissent le critère formant trois chaînes ou grappes distinctes qui sont reportées au tableau 5.3. Les catégories de la première grappe sont positivement corrélées entre elles et négativement corrélées avec celles de la troisième grappe qui sont, elles aussi, positivement corrélées entre elles. Une plateforme qui accentue fortement la libre entreprise aura tendance à accentuer fortement les droits et libertés individuels, mais pas la justice sociale. Et une plateforme qui accentue fortement la défense de la langue française aura tendance à accentuer la justice sociale, mais pas l'orthodoxie économique. Les catégories de la grappe intermédiaire

sont quant à elles faiblement corrélées entre elles et fortement corrélées avec des catégories exclues.

Les 13 catégories du tableau 5.3 sont ensuite utilisées comme variables d'input dans une analyse factorielle destinée à identifier les dimensions sous-jacentes de la compétition entre partis au Québec. L'analyse produit quatre facteurs ayant une valeur critique supérieure à l'unité. Les résultats sont reportés au tableau 5.4. Il s'agit des résultats obtenus après rotation Varimax⁴. Le premier facteur, dont la valeur critique est égale à 3,88, explique 43,2 % de la variance totale. C'est un facteur bipolaire qui corrèle positivement avec les thèmes des services sociaux et de l'éducation et négativement avec les thèmes des droits et libertés et de l'orthodoxie économique. Les coefficients du facteur se lisent comme les coefficients de corrélation. Ainsi, une plateforme qui accentue fortement les besoins en services sociaux a tendance à aussi accentuer fortement les besoins en éducation, mais pas les droits et les libertés individuels et pas l'orthodoxie économique. À l'inverse, une plateforme qui accentue les droits et libertés individuels a tendance à ne pas accentuer les services sociaux et l'éducation. Les services sociaux, l'éducation, les libertés et l'orthodoxie économique appartiennent donc à une même dimension idéologique bipolaire qui s'identifie facilement en termes d'opposition entre l'État providence et le néolibéralisme. Les trois partis à l'étude se localisent aisément sur cette dimension. En se reportant au tableau 5.2, on voit que l'ADQ accentue beaucoup plus les droits et libertés et l'orthodoxie économique et beaucoup moins les services sociaux et l'éducation que le PLQ et le PQ. L'ADQ occupe donc un pôle de la dimension. Le PLQ et le PQ accentuent beaucoup les services sociaux et l'éducation et occupent donc tous les deux le pôle opposé. Nous intitule ce facteur « État providence vs libéralisme ».

Le deuxième facteur dont la valeur critique est égale à 2,68 explique 20,6 % de la variance totale. Ce facteur est bipolaire lui aussi. Il oppose les thèmes de l'efficacité gouvernementale et de la décentralisation, qui sont positivement corrélés avec le facteur, à la protection de la langue française et aux rapports avec le fédéral, qui sont négativement corrélés avec le facteur. À la différence du facteur précédent qui oppose l'ADQ d'un côté au PLQ et au PQ de l'autre, le deuxième facteur oppose le PQ d'un côté au PLQ et à l'ADQ de l'autre. On peut en effet vérifier au tableau 5.2 que le PQ est le seul qui accentue fortement les thèmes de la protection de la langue française et des rapports avec le fédéral, alors que les thèmes de l'efficacité gouvernementale et de la décentralisation sont fortement accentués par le PLQ et par l'ADQ, mais pas par le PQ. Ce facteur est intitulé « efficacité gouvernementale vs souveraineté ».

Le troisième facteur (valeur critique = 1,75 ; 13,5 % de la variance expliquée) oppose quant à lui les thèmes de la démocratie et de la libre entreprise, positivement corrélés au facteur, aux thèmes de la productivité et de la justice sociale, négativement corrélés au facteur. Ce facteur semble opposer l'ADQ au PLQ et au PQ. Il porte sur des thèmes qui ne sont pas fréquemment

4. La méthode Varimax de rotation d'un plan aboutit à positionner les axes du plan (facteurs) l'un par rapport à l'autre de façon à maximiser la somme des variances des poids des variables dans chaque facteur.

mentionnés par les partis. Nous ne lui attribuons pas de titre. Nous n'attribuons pas non plus de titre au quatrième facteur (valeur critique = 1,08 ; 8,3 % de la variance expliquée) qui corrèle positivement avec les thèmes des droits et libertés et de la loi et l'ordre.

Tableau 5.4 – Analyse factorielle

Variabiles d'input	Facteur 1	Facteur 2	Facteur 3	Facteur 4
Démocratie	-,43	,29	,66	,10
Droits et libertés	-,63	,25	,14	,70
Décentralisation	-,16	,87	-,06	-,06
Efficacité gouvernementale	,29	,70	,53	,17
Rapports avec le fédéral	-,05	-,82	-,29	,03
Libre entreprise	-,31	,60	,73	-,02
Productivité	-,26	,08	-,74	-,37
Orthodoxie économique	-,80	,05	-,09	-,04
Justice sociale	,45	-,25	-,80	-,23
Services sociaux	,84	-,28	-,13	-,27
Éducation	,98	,13	-,02	,01
Loi et ordre	,01	-,01	,28	,94
Protection de la langue française	,26	-,81	-,15	-,46
Valeur critique	5,82	2,68	1,75	1,08
Variance expliquée (%)	44,8	20,6	13,49	8,33

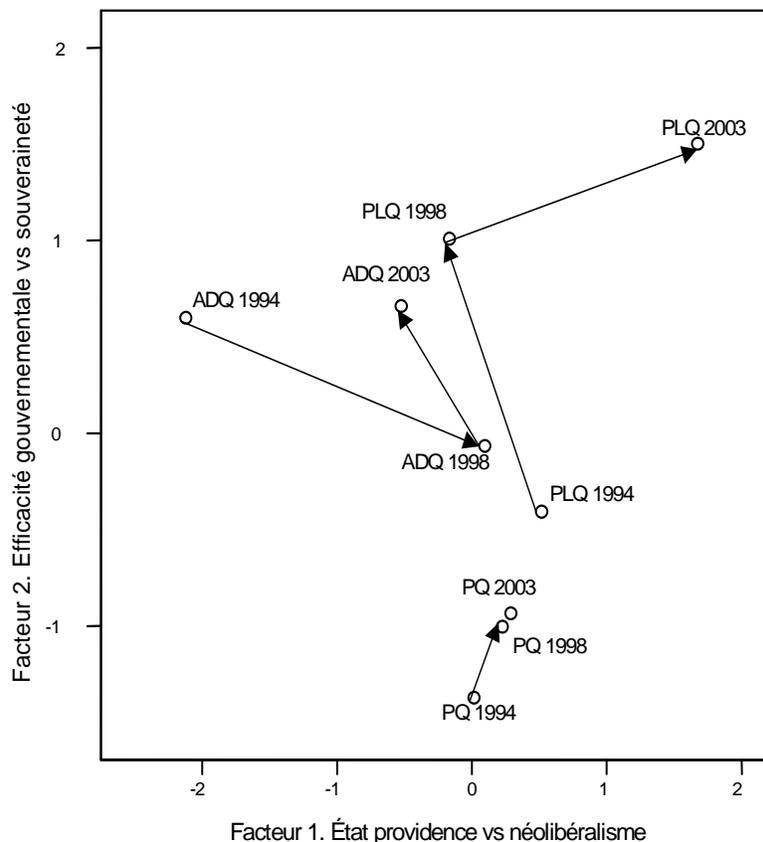
Note : le facteur 1 s'intitule « État-providence vs libéralisme » ; le facteur 2 s'intitule « efficacité gouvernementale vs souveraineté ». Les facteurs 3 et 4 n'ont pas d'intitulé.

On remarque que les deux plus importantes dimensions qui émergent de l'analyse factorielle correspondent à des clivages facilement interprétables. Le premier facteur illustre un clivage de type gauche/droite, opposant assez clairement l'ADQ d'une part au PLQ et au PQ d'autre part. Il convient de remarquer que le clivage gauche/droite émerge comme premier facteur dans la plupart des analyses qui ont été conduites par les experts nationaux du CMP. Il s'agit presque d'une règle générale. La constatation que le Québec n'échappe pas à la règle est révélatrice. Elle contredit quelque peu la notion assez répandue parmi les politologues canadiens selon laquelle le clivage gauche/droite n'est pas déterminant au Canada. Le deuxième facteur présente quant à lui un clivage particulier au Québec, opposant le PLQ et l'ADQ, qui se posent en défenseurs de l'efficacité gouvernementale, au PQ, qui se pose en défenseur de la souveraineté du Québec et de la langue française.

La figure 5.1 présente l'évolution des plateformes dans l'espace politique défini par les deux plus importantes dimensions générées par l'analyse factorielle. On constate en premier lieu que les emplacements des plateformes

du PLQ, du PQ et de l'ADQ sont clairement distincts dans l'espace à deux dimensions ainsi dessiné. Les trajectoires des plateformes de chaque parti ne se croisent pas. Le mouvement du PQ de 1994 à 2003 est moins grand que celui des deux autres partis. Cela est dû en partie au fait que les plateformes du PQ s'inspirent assez largement de son programme et que le programme du PQ

Figure 5.1 – Espace partisan sur deux dimensions au Québec 1994-2003



demeure relativement stable dans le temps. La direction du changement est aussi révélatrice. Il y a généralement un déplacement d'une élection à l'autre vers le pôle positif le long de la deuxième dimension. Les partis accentuent de moins en moins la spécificité québécoise et de plus en plus les enjeux de l'efficacité gouvernementale et de la décentralisation des pouvoirs. Il y a aussi un déplacement (moins marqué) vers le pôle positif du premier facteur, correspondant à une plus forte accentuation d'éléments qui tombent dans le thème de l'État providence. C'est surtout vrai pour les plateformes du PLQ. Contrairement à la notion répandue selon laquelle il aurait présenté une plateforme néolibérale aux élections de 2003, le PLQ a fortement mis l'accent sur le thème de l'État

providence, en tout cas plus fortement que le PQ. Le positionnement du PLQ par rapport au PQ en 2003 peut sembler contre-intuitif. Il est dû en grande partie au fait que 28 des 50 engagements de la plateforme du PLQ portaient sur la santé, l'éducation et les familles, tous des enjeux directement liés à l'État providence. S'agit-il d'une donnée extrême, associée exclusivement à une élection ? Ou est-ce un signe annonciateur de changements à long terme ? Nous n'en savons rien. Il convient donc d'exercer la plus grande prudence dans l'interprétation de la trajectoire du PLQ telle qu'elle apparaît à la figure 5.1.

Conclusion

En introduction, nous posions la question de savoir comment le PLQ se positionne par rapport au PQ et à l'ADQ et s'il y a eu déplacement des positions respectives du PLQ et des autres partis en 2003 par rapport aux élections antérieures. Une autre question de recherche concernait l'adéquation du codage du CMP (initialement développé pour des états-nations) au cas d'un État fédéré comme le Québec. À l'issue de notre analyse, nous pouvons conclure que la méthode de codage du CMP s'applique assez bien au Québec, moyennant quelques aménagements. Sur la question du positionnement du PLQ, du PQ et de l'ADQ, les données correspondent aux attentes en ce qui concerne la deuxième dimension « efficacité gouvernementale vs souveraineté », puisque le PQ se positionne près du pôle souverainiste à l'opposé du positionnement du PLQ, alors que l'ADQ se trouve entre les deux. Observons le sensible déplacement du PLQ d'une élection à l'autre vers l'extrémité de cette même dimension.

Nous observons aussi un déplacement sensible de la plateforme du PLQ aux élections de 2003 par rapport à ses plateformes aux deux élections précédentes sur le premier axe que nous avons intitulé « État providence vs néolibéralisme ». Ce déplacement, peut-être inattendu, s'est fait dans la direction d'une accentuation plus marquée des thèmes de la justice sociale et des services sociaux. Reste à savoir bien sûr si les promesses contenues dans la plateforme du PLQ – en particulier celles qui sont liées à la santé, à l'éducation et à la famille – ont bien été réalisées. Cette question est discutée au prochain chapitre (Pétry et Collette).

Bibliographie

- Action démocratique du Québec (1994), *Un Québec responsable*, plateforme électorale.
- Action démocratique du Québec (1998), *ADQ avec Mario Dumont. Des idées, des convictions. Du vrai !*, plateforme électorale.
- Action démocratique du Québec (2003), *Pour un gouvernement responsable. Plan d'action pour un premier mandat de l'ADQ*, plateforme électorale, Québec, Conseil préélectoral de l'ADQ.
- Budge, Ian et Richard I. Hofferbert (1990), « Mandates and Policy Outputs: US Party Platforms and Federal Expenditures », *American Political Science Review*, vol. 84, n° 1, p. 111-131.

- Budge, Ian, D. Robertson et D. Hearl, dir. (1987), *Ideology Strategy and Party Change*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Downs, A. (1957), *An Economic Theory of Democracy*, New York, Harper.
- Hofferbert, Richard I. et Ian Budge (1992), « The Party Mandate and the Westminster Model: Election Programmes and Government Spending in Britain, 1948-85 », *British Journal of Political Science*, vol. 22, n° 2, p. 151-182.
- Huber, J. et R. Inglehart (1995), « Expert Interpretations of Party Space and Party Locations in 42 Societies », *Party Politics*, vol. 1, n° 1, p. 73-111.
- Klingemann, H.-D., Richard I. Hofferbert et Ian Budge (1994), *Parties, Policies, and Democracy*, Boulder, Westview Press.
- Landry, R. (1991), « Party Competition in Quebec: Direct Confrontation or Selective Emphasis? », dans H. Thorburn (dir.), *Party Politics in Canada*, 6^e éd., Toronto, Prentice Hall.
- Laver, M., K. Benoit et J. Garry (2003), « Extracting Policy Positions from Political Texts Using Words as Data », *American Political Science Review*, vol. 97, n° 2, p. 311-330.
- Lemieux, V., M. Gilbert et A. Blais (1970), *Une élection de réalignment. L'élection générale du 29 avril 1970 au Québec*, Montréal, Éditions du soir.
- McDonald, M. et S. Mendes (2001), « Checking the Party Policy Estimates: Convergent Validity », dans Ian Budge et al. (dir.), *Mapping Policy Preferences: Estimates for Parties, Electors and Governments 1945-1998*, Oxford, Oxford University Press.
- Ouellet, F. (1989), « Générations et changements dans le système de partis : le cas du Québec », dans J. Crête et P. Favre (dir.), *Générations et politique*, Paris, Économica.
- Parti libéral du Québec (1994), *Agir pour le Québec*, document d'orientation politique pour le 26^e Congrès des membres.
- Parti libéral du Québec (1998), *Un plan pour un Québec plus fort*, plateforme électorale, Montréal, Parti libéral du Québec.
- Parti libéral du Québec (2003), *Un gouvernement au service des Québécois. Ensemble réinventons le Québec. Plan d'action du prochain gouvernement libéral*, Montréal, Parti libéral du Québec.
- Parti québécois (1993), *Des idées pour mon pays*, programme du Parti québécois.
- Parti québécois (1994), *Programme électoral du Parti québécois*, Conseil national extraordinaire, 23 juillet 1994.
- Parti québécois (1998), *Les orientations du programme électoral du Parti québécois*, Conseil national du Parti québécois.
- Parti québécois (2003), *Restons forts*, plateforme électorale, Montréal, Les éditions du Parti québécois.
- Pétry, F., dir. (2002), *Le Parti québécois. Bilan des engagements électoraux 1994-2000*, Québec, Presses de l'Université Laval.

- Pétry, F. et R. Landry (2001), « Estimating Interparty Policy Distances from Election Programmes in Quebec, 1970-89 », dans M. Laver (dir.), *Estimating the Policy Position of Political Actors*, New York, Routledge.
- Pétry, F. et P. Pennings (2006), « Estimating the Policy Positions of French Political Parties from Legislative Election Platforms 1958-2002 », *French Politics*, vol. 4, n° 1, p. 100-123.
- Pinard, M. (1973), « The Ongoing Political Realignment in Quebec », dans D. Thomson (dir.), *Quebec Society and Politics: Views from the Inside*, Toronto, McClelland and Stewart.
- Volkens, A. (2002), *Manifesto Coding Instructions*, 2^e éd., Berlin, Wissenschaftszentrum Berlin für sozialforschung.

